



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Strasbourg, le 26/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PEUGEOT CITROEN MULHOUSE (Mécanique)

route de Chalampé
BP 1403
68100 Mulhouse

Références : 0006705657_2025_05_19_PSA(mécanique)_VIIC-EQRS
Code AIOT : 0006705657

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2025 dans l'établissement PEUGEOT CITROEN MULHOUSE (Mécanique) implanté route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PEUGEOT CITROEN MULHOUSE (Mécanique)
- route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim
- Code AIOT : 0006705657
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Au sein de l'usine de production automobile, le pôle Mécanique est regroupé autour de 3 usines, les usines Mécanique B, C et D. L'unité des Mécanique fabrique les pièces de freinage et de liaisons au sol. Créée en 1962, elle a constitué la première activité du site de Mulhouse. Avec 800 références, le pôle Mécanique regroupent trois types d'activités : l'usinage (disques, tambours, moyeux, pivots et bras de suspension), le montage (ensembles de roues avant et trains arrière) et le ferrage (berceaux, moteur, traverses arrières, support de pédalier et flasques).

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Actualisation de l'étude d'incidence environnementale du site	Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite portait en partie sur l'application de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 mars 2023 prescrivant notamment la réalisation d'une étude quantitative des risques sanitaires pour l'ensemble du site de Sausheim.

Cette visite a, permis d'échanger sur la demande du 20 décembre 2024 visant, à revoir les flux des émissions atmosphériques de COV prescrit au sein de l'arrêté préfectoral N° 2013136-0021 du 16 Mai 2013 pour l'exploitation des ateliers mécaniques.

Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courrier du 28 mai 2025 un complément à la demande initiale du 20 décembre 2025.

Les constats établis lors de la visite d'inspection et via l'analyse partiel de l'étude de risque sanitaire permettent de conclure que le risque sanitaire lié aux émissions des ateliers mécaniques est acceptable, ainsi la demande de l'exploitant peut être acceptée. Un arrêté préfectoral complémentaire sera proposé au Préfet afin de prescrire ces flux d'émissions atmosphériques pour les COV dont les COV à mention de danger.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Actualisation de l'étude d'incidence environnementale du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, EQRS
Prescription contrôlée : Dans un délai d'un an à compter de la signature du présent arrêté, l'exploitant transmet une actualisation de son étude d'incidence environnementale notamment en ce qui concerne l'évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) des émissions atmosphériques de son site (en référence notamment aux ICPE identifiées dans l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2019 susvisé). Cette actualisation prendra en considération les hypothèses de fonctionnement représentatives du fonctionnement de ses installations, ainsi que les maxima atteints par les valeurs limites fixées en concentration en flux fixés par le présent arrêté. La mise à jour de l'évaluation est réalisée en application des principes de la circulaire du 09/08/13

relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation, et des guides en vigueur notamment le guide INERIS « Evaluation de l'état des milieux et risques sanitaires » de juillet 2021.

L'exploitant s'attachera à travers cette EQRS à proposer des concentrations et flux (horaires et annuels) acceptables pour chacune des installations listée à l'article 1 du présent arrêté et pour à minima l'ensemble des paramètres listés à l'article 6.5 du présent arrêté. Plus globalement il réalisera ce travail (de manière analogue) pour l'ensemble des installations de son site décrite aux travers de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2019 susvisé et l'ensemble des arrêtés préfectoraux complémentaires réglementant les installations. Il devra compléter ces substances par toute substance jugée pertinente en lien avec les activités du site.

L'exploitant s'attachera par ailleurs à proposer des vitesses d'éjection minimales permettant une bonne dispersion atmosphériques des polluants émis, et proposera une fréquence d'autosurveillance adaptée aux émissions et aux enjeux.

Cette étude s'attachera par ailleurs à développer un opus «étude d'impact sur la qualité de l'air » afin à terme de pouvoir réviser au besoin les valeurs limites d'émissions opposables aux installations vis-à-vis des paramètres faisant l'objet d'une contrainte réglementaire spécifique au travers de l'article R221-1 du code de l'environnement.

Constats :

Présentation rapide de l'Étude Quantitative des Risques Sanitaires transmise par l'exploitant :

L'exploitant a transmis le 12 septembre 2024 une Étude Quantitative des Risques Sanitaires (EQRS) visant à caractériser l'éventuel risque lié au rejets atmosphériques pour l'ensemble du site de Sausheim.

La conclusion de l'étude indique que **le risque est acceptable** car l'ensemble des quotients de danger QD et des excès de risque individuel ERI sont inférieurs aux seuils de référence: $QD < 1$ et $ERI < 10-5$ pour chacune des substances.

Tout en restant inférieur aux indicateurs sanitaires ci-dessus, les substances suivantes "tirent" le risque à la hausse : chlore, mercure, arsenic, et nickel pour les effets à seuil. Pour les effets sans seuil, il s'agit du cobalt, nickel, chrome VI et formaldéhyde.

La méthodologie utilisée pour cette étude suit le guide INERIS « Evaluation de l'état des milieux et risques sanitaires » de juillet 2021.

Notamment les étapes suivantes sont mises en œuvre avant modélisation et calcul des indicateurs sanitaires :

1. Une évaluation des émissions ;
2. Une évaluation des enjeux et des voies d'exposition ;

1.L'étude sanitaire comprend un bilan majorant et un bilan réaliste des concentrations et flux des émissions canalisées sur l'ensemble du site :

Les émissions retenues correspondent aux ateliers :

- Forges ;
- Peinture ;
- Mécanique ;
- Fonderie ;
- Ferrage ;
- Outillage ;
- Montage ;
- Chaudières ;
- Chaufferie ;

La conclusion de l'étude indique que les rejets liés aux activités de ferrage, fonderie et la phosphatation de la forge 3 contribue le plus significativement au risque.

2. Les enjeux et établissements sensibles à proximité sont décrits. L'analyse des voies d'exposition aboutit à un schéma conceptuel.

Les vitesses d'émissions sont décrites pour chacun des conduits au tableau 33 qui donne les caractéristiques des sources d'émissions canalisées. Il n'est pas précisé si ces vitesses sont suffisantes pour permettre une bonne dispersion atmosphérique. Les fréquences d'autosurveillance des différents paramètres et conduits ne sont pas présentées au sein de l'EQRS.

La qualité de l'air ambiant autour du site est décrite via les résultats de 3 stations de mesure ATMO Grand-Est situé à des distances entre 5 et 8 km du site.

Les résultats de ces stations pour 2021, 2022 et 2023 sont présentés et comparés aux valeurs réglementaires de l'article R221-1 du code de l'environnement. Pour 2023, la qualité de l'air n'est pas dégradée. Pour 2021 et 2022, la valeur réglementaire de $10\mu\text{g}/\text{m}^3$ pour les poussières – PM_{2,5} - est légèrement dépassée avec pour résultat respectivement 12 et $11\mu\text{g}/\text{m}^3$. A noter que le site n'est pas le seul contributeur de poussières au sein du périmètre dont il est question.

Analyse de l'étude au regard du courrier du 20 décembre 2024, complété par courrier du 28 mai 2025 :

Afin de répondre à la demande de l'exploitant du 20 décembre 2024, les constats présents ci-dessous concernent uniquement les ateliers mécanique B et D. L'instruction globale de l'EQRS sera réalisée prochainement (hormis les éléments présentés et analysés ci-dessous).

Dans le cadre de l'instruction complète, des compléments pourront être demandés par l'Inspection.

Au sein du courrier du 20 décembre 2024, l'exploitant sollicite la DREAL pour obtenir une adaptation des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2013, notamment l'article 6.4. (Présent en Annexe).

Il s'agit de revoir à la hausse les flux de COV émis par les ateliers mécanique B et D, après avoir démontré via l'EQRS l'absence de risques sanitaires liés aux émissions du site.

La demande initiale du 20 décembre 2024 ne concerne que le flux de COV non méthanique (COVNM) et est synthétisé dans le tableau ci-dessous:

	Origine des émissions	Débit en Nm ³ /h	Substances	Flux en t/an
Mécanique B	Peinture moyen tambour Application	23 200	COVNM	3,94
Mécanique B	Geomet II Refroidisseur	37 611	COVNM	6,47
Mécanique B	Geomet II Cabine	15 787	COVNM	2,72
Mécanique B	Géomet I + (application séchage)	13 823	COVNM	2,38
Mécanique D	Incinérateur	10 810	COVNM	1,77
Mécanique D	Zone montée- Étuve cataphorèse	1770	COVNM	0,29
Mécanique D	Zone maintient- étuve cataphorèse	587	COVNM	0,0963

La méthodologie utilisée pour évaluer le risque lié aux COV sur ces ateliers est l'analyse des FDS des produits utilisés pour déterminer les principales substances à risque pouvant être émises.

Il ressort la présence des substances et des flux majorants estimés (flux sur l'ensemble du site si

émis sur différents ateliers) :

Substances	Flux t/an
Formaldéhyde	29,02
Méthanol	20,86
Glycol Ether DPnB	12,38
1, Butoxy propanol	1,03
Acide acétique	1,63
Octyl - 2 isothiazol 4 one 3	1,05

Après analyse par l'Inspection, il en ressort que :

- Seuls le formaldéhyde et le méthanol disposent d'une valeur toxicologique de référence (VTR) – tableau 22 page 59 de l'EQRS ;
- Seul le formaldéhyde a fait l'objet d'une modélisation et d'un calcul d'impact sanitaire étant donné que le méthanol a été écarté lors de la sélection des traceurs de risque pour cause d'un ratio de risque négligeable en comparaison aux autres polluants identifiés sur site – ratio calculé à 0,01%.
- L'étude conclut avec le calcul d'indicateurs sanitaire ($QD < 1$ et $ERI < 10^{-5}$) à un risque acceptable pour le formaldéhyde ;

Pour rappel, la demande initiale du 20 décembre 2024 ne concerne que le flux de COV non méthanique (COVNM).

Suite aux échanges lors de la visite d'inspection et étant donné que le formaldéhyde est une substance à mention de danger H350 (COV-CMR), l'exploitant a complété sa demande par courrier du 28 mai 2025 avec des flux annuels pour les substances à mention de danger, dit aussi COV spécifiques.

Après analyse, les flux de COV spécifiques demandés correspondent en concentration à la limite qui est imposée par l'arrêté préfectoral du 16 mai 2013 et à l'hypothèse de l'EQRS soit 2mg/Nm³ pour la somme des COV spécifiques.

Cela représente pour les ateliers mécanique B et D, un flux de COV spécifiques de 1,95t/an. Ceci est nettement inférieur au flux modélisé dans l'étude sanitaire de 29,02 t/an pour le formaldéhyde. Les ateliers mécanique B et D ne contribuent que faiblement au risque sanitaire global du site.

Le conduit « peinture moyen tambour séchage » présent sur mécanique B et dans l'EQRS n'apparaissait pas dans la demande initiale de l'exploitant du 20 décembre 2024. Ce conduit a été ajouté au sein du complément à la demande (Courrier du 28 mai 2025).

D'après cette étude sanitaire et l'analyse faite, l'Inspection partage l'avis de l'exploitant concernant le faible risque sanitaire pour les COV émis par les ateliers mécaniques B et D.

Considérant le risque sanitaire faible pour le paramètre COV, la demande de l'exploitant concernant la modification des prescriptions de flux sur le paramètre COV sur les ateliers Mécanique B et D peut être acceptée.

Un arrêté préfectoral complémentaire sera proposé afin de prescrire les nouvelles valeurs limites d'émission.

Cependant, il est rappelé que cette instruction de l'EQRS du site est partielle.

Dans le cadre de l'instruction complète pour l'entièreté des polluants émis par le site, l'Inspection pourra être amenée à demander des compléments à l'exploitant; notamment en terme d'interprétation d'impact sur les milieux pour les paramètres les plus impactants identifiés par l'étude (chlore, mercure, arsenic, nickel, cobalt, chrome VI), et concernant l'absence d'un point témoin, en dehors de toute zone d'impact des émissions des activités.

Type de suites proposées : Sans suite